



Institut
EGA

Le Sahel, un terreau fertile pour le djihadisme

Ejona Haka

Analyste - Commission Sécurité & Défense internationales

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Janvier 2021

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

Comment citer cette publication :

Ejona Haka,
« Le Sahel, un terreau fertile pour le djihadisme », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 26 janvier 2021.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – P. 2

L'exploitation de la fragilité des États en matière de gouvernance et de la fracture socio-économique existante – P. 4

L'exacerbation des tensions intercommunautaires : le cas Peul – P. 6

L'instrumentalisation de l'islam et du sentiment anti-occidental à des fins politiques – P. 8

Conclusion – P. 12

Introduction

La région du Sahel, située à la lisière du Sahara et à la ceinture du lac Tchad, a vu se développer tout un réseau djihadiste depuis environ deux décennies. Depuis les bouleversements géopolitiques survenus lors des Printemps arabes, en particulier la chute de Kadhafi en Libye, le Sahel a été entraîné dans un tourbillon de violences sans fin. La déstabilisation de la zone démarre en 2012, lorsque le Mali perd le contrôle de sa partie nord, tombée entre les mains des terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), des Touaregs d'Ansar ed-Dine et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui ont conclu une alliance. Rapidement après le déclenchement de cette crise et pour éviter que les djihadistes n'avancent vers le sud, sur Mopti ou Bamako, le Mali décide de faire appel à la France. Avec l'opération Serval, la France porte un coup rude à la mouvance djihadiste alors en plein essor. Elle n'est cependant pas éradiquée¹. En effet, les djihadistes sont contraints de se replier vers les espaces reculées désertiques ou semi-arides où la présence étatique est moindre. Ces espaces, qui s'étendent jusqu'aux pays frontaliers, vont offrir aux groupes terroristes l'opportunité de se restructurer et d'agir hors frontières. La fièvre djihadiste va alors se propager vers le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Nigéria, où le groupe Boko Haram est déjà présent. Les cellules djihadistes vont monter en puissance au fur et à mesure que leurs attaques deviennent de plus en plus sophistiquées et meurtrières. Elles sont le fait de deux groupes, le Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans (JSIM)², affilié à l'Al-Qaïda, et l'Etat islamique au Grand Sahara (IEGS), affilié à Daech. Les deux sont en concurrence pour dominer la mouvance islamiste radicale en Afrique de l'Ouest³. Là où le JSIM a établi des liens de confiance avec les populations locales, l'IEGS règne par la peur — les sociétés où il est

¹ M. HECKER, É. TENENBAUM, « Quel avenir pour le djihadisme ? Al-Qaïda et Daech après le califat », *Institut français de relations internationales*, janvier 2019.

² Le JSIM, apparu en mars 2017, est le produit de la mutualisation des forces de certains mouvements djihadistes: AQMI, le MUJAO, Ansar ed-Dine, al-Mourabouroune et le Front de libération du Macina (katiba Macina).

³ E. GRÉGOIRE, « Le Sahel et le Sahara entre crises et résilience », *Hérodote*, 2019, vol. 1, no.172, pp. 5-22.

implanté ne le soutiennent pas autant que le JSIM, l'EIGS étant perçue comme menaçante et agressive. Malgré cette différence de stratégie, les deux groupes vont tirer profit de la particularité des conditions sahéliennes pour renforcer leur enracinement local et s'étendre vers d'autres espaces.

Comment s'y prennent-ils ? En quoi le Sahel permet au djihadisme de prospérer sur son territoire ?

La démarche employée par ces groupes terroristes consiste à exploiter les failles étatiques en matière de gouvernance pour faire perdre la confiance des populations envers l'État, à fomenter les tensions intercommunautaires en accentuant l'amertume des communautés, notamment Peule, ainsi qu'à jouer sur le sentiment anti-occidental en expansion tout en instrumentalisant les textes de l'islam. En bref, la stratégie djihadiste consiste à diviser pour mieux régner.

I. L'exploitation de la fragilité des États en matière de gouvernance et de la fracture socio-économique existante

En raison de la centralisation de l'appareil étatique dans la capitale, certaines zones reculées souffrent d'une crise de gouvernance. Ces espaces ne sont pas intégrés au territoire national et rien est fait pour que cela soit le cas. En effet, les politiques nationales ne sont pas inclusives — les décideurs négligent ces régions où, même lorsqu'ils y pensent, les politiques prévues sont incompatibles avec les modes de vie des populations concernées. Cet état de fait, perçu comme un désintérêt du gouvernement à leur égard, fait naître en elles de la frustration, de la méfiance et un sentiment d'abandon. Les djihadistes peuvent alors accentuer ce ressenti pour obtenir le soutien de ces populations situées à la périphérie. Pour ce faire, ils emploient une stratégie consistant à viser un ennemi commun, l'État et ses complices⁴. Dans les zones où la présence étatique est inexistante, les groupes djihadistes n'ont aucun mal à s'y implanter — ils se débarrassent des autorités locales traditionnelles, considérées comme des relais au pouvoir donc des collaborateurs de l'État, pour mieux s'y substituer. Là où l'État est présent, même si faiblement, les groupes djihadistes cherchent à créer le vide. À cette fin, ils ciblent les infrastructures publiques, les forces de défense et de sécurité, les fonctionnaires, notamment les professeurs d'écoles et toute personne collaborant avec l'État ou étant perçue comme telle. Chassé de ses territoires, l'État a du mal à y revenir — il n'est plus perçu comme légitime, d'autant plus que les groupes djihadistes dénoncent les manquements étatiques en matière de défense et de justice. Loin de protéger les populations, les forces de défense et de sécurité commettent de nombreuses exactions qui ne donnent pas lieu à des poursuites ou des condamnations⁵. Ce système judiciaire étatique défaillant ne permet pas de soulager les

⁴ P. LORGERIE, « Entretien. Au Sahel, les djihadistes « exploitent toutes les failles des États » », *Ouest France*, 5 novembre 2019. (Ci-après : LORGERIE, *Ouest France*, 2019.)

⁵ P. LE ROUX, « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », *Bulletin de la sécurité africaine*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, décembre 2019, no. 36.

populations victimes de ces abus. À la place, les djihadistes proposent d’y substituer leur système prescrit par la charia, juste, équitable et non corrompu à leurs yeux. Cela explique pourquoi les populations apportent progressivement leur soutien aux groupes terroristes. Cependant, le chaos engendré à la suite du retrait de l’État résulte uniquement des activités de ces groupes. Les autorités étatiques appréhendent leur retour dans les espaces délaissés — elles s’y refusent car elles craignent pour leur vie. Par conséquent, les groupes djihadistes peuvent facilement renforcer leur maillage territorial en établissant des services sociaux (des hôpitaux par exemple) et des écoles et en ayant recours à de la prédication pour gonfler leurs rangs.

Le facteur économique participe également au ralliement des populations. L’explosion démographique pousse de nombreux jeunes issus des espaces ruraux à l’exode vers les centres urbains dans la perspective de trouver un emploi. Or, il ne faut pas compter sur une économie défailante pour satisfaire leurs besoins. Peu diversifié et peu productif, ce système privilégie la partie de la jeunesse issue des zones urbaines tout en renforçant le manque de perspectives d’avenir ressenti par l’autre partie issue des zones reculées. Ceci est d’autant plus marqué par la différence de niveau d’éducation entre les deux. La raison de ce contraste est imputable au fait que, souvent, les États souffrent d’un système éducatif dual, avec un enseignement public et laïc d’une part et un enseignement religieux d’autre part⁶. Non seulement cette dualité nuit à la cohésion nationale, mais elle participe également à la perpétuation des inégalités. En effet, même dans les cas où les parents souhaitent inscrire leurs enfants dans des écoles officielles, elles sont dans l’incapacité d’accueillir tous les élèves, notamment ceux des communautés nomades ou pastorales. Les parents se tournent alors vers les écoles coraniques, qui ne permettent pas de délivrer la même qualité d’enseignement. À l’issue du cycle académique, les jeunes inscrits dans ces écoles connaissent des difficultés à s’insérer. Plongés dans la misère

⁶ B. SAMBE, « Radicalisme religieux dans les pays du Sahel : Enjeux sécuritaires et impact sur le développement », *African Center for Peace Studies*, septembre 2016.

économique et sociale, ils deviennent une proie facile pour les groupes djihadistes qui, tirant profit de leur frustration profonde et de leur naïveté, les amènent à rejoindre leurs rangs. Néanmoins, il ne faut pas s'y méprendre, ce sont les facteurs socio-économiques qui justifient l'enrôlement de certains jeunes et non l'endoctrinement idéologique. Le motif religieux n'occupe par ailleurs qu'une place marginale, les nouvelles recrues étant d'abord attirées par la promesse de gains immédiats et l'espoir de trouver une épouse. Autrement dit, l'engagement de jeunes pauvres, au chômage et sans ressources est d'autant plus facilité par la garantie d'un avenir assuré, d'un statut et d'une mobilité sociale ainsi que d'une manne financière⁷. Les nouveaux djihadistes sont même chargés de recruter parmi les membres de leur famille ou de leur communauté, avec la contrepartie d'une protection, individuelle ou collective, par le groupe djihadiste⁸. Cependant, en jouant sur le ressentiment profond d'exclusion et d'injustice de certaines communautés, les djihadistes dressent les ethnies les unes contre les autres et utilisent leur ignorance comme un moyen de domination.

II. L'exacerbation des tensions intercommunautaires : le cas Peul

L'eau et les terres arables devenant des ressources de plus en plus rares, les tensions préexistantes entre communautés vivant de l'agriculture et de l'élevage se sont renforcées. Jusqu'alors contenues, elles se sont matérialisées en des conflits intercommunautaires sanglants depuis l'arrivée des terroristes djihadistes. En effet, du fait des incursions djihadistes et du vol de bétail, de nombreuses communautés rurales ont décidé de s'organiser pour faire face à l'insécurité. Cela a conduit à une dégradation sécuritaire générale si

⁷ C. VAN OFFELEN, « Le vrai visage du terrorisme Sahélien : le grand banditisme et la criminalité ordinaire », *Revue Conflits*, juillet 2020. (Ci-après : OFFELEN, *Revue Conflits*, 2020.)

⁸ I. YAHAYA IBRAHIM, « Insurrections djihadistes en Afrique de l'Ouest : idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Hérodote*, 2019, vol. 172, no. 1, pp. 87-100.

bien que la « milicianisation » des sociétés s'est accompagnée de l'appui des États sahéliens — ces derniers ont consenti à armer et reconnaître sur leur territoire des milices d'autodéfense⁹. Ces dernières s'en sont souvent pris aux Peuls, accusés de détruire leurs champs et d'être des djihadistes¹⁰. D'une part, en tant que communauté pastorale qui pratique la transhumance des bêtes, les Peuls sont parfois amenés à traverser des exploitations agricoles d'autres communautés. Souvent, il en résulte des dégâts causés par leurs animaux. Les communautés concernées, en particulier les Dogons, ont alors eu automatiquement recours aux armes pour « punir » les Peuls. D'autre part, il y a un amalgame entre les Peuls et les djihadistes. Les raisons de cet amalgame remontent à 2012, moment où les Peuls se sont rapprochés du MUJAO à la suite des massacres perpétrés par la rébellion Touarègue. Or, cette alliance n'est pas le fruit d'une sympathie des Peuls à l'égard des djihadistes ; elle est plutôt dû au fait que l'État a refusé de les armer. En effet, face à la recrudescence de violence à leur égard, les Peuls ont voulu s'organiser en milice d'autodéfense. Devant le refus étatique, cette communauté, vulnérable et en quête de protection, n'a eu d'autres choix que d'accepter la protection offerte par les djihadistes. Cependant toutes les communautés Peules ne soutiennent pas ou ne sont pas affiliées aux djihadistes — elles tolèrent uniquement leur présence dans la mesure où elles disent moins craindre ces groupes que les forces étatiques¹¹. Dès lors, le ralliement des Peuls s'est fait plus par commodité que par conviction. Cela s'explique par l'injustice et la stigmatisation de longue date des Peuls.

En effet, les Peuls souffrent depuis longtemps d'abus de toutes sortes de la part de l'État mais aussi des autres communautés. Exclues

⁹ La reconnaissance de milices ou de groupes d'autodéfense par l'État traduit sa faiblesse et son incapacité à tenir ses espaces. Sa meilleure alternative, pour éviter des zones de non droit, a résidé dans le fait qu'il valait mieux que les communautés se protègent elles-mêmes face à la menace djihadiste puisque l'État était défaillant dans ces zones. En les armant et les reconnaissant, l'État a espéré obtenir la confiance des populations concernées.

¹⁰ L.-A. AMMOUR, « Comment les groupes extrémistes violents exploitent les conflits intercommunautaires au Sahel », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 14 janvier 2020.

¹¹ M. PELLERIN, « Les violences armées au Sahara : Du djihadisme aux insurrections ? », *Institut français des relations internationales*, novembre 2019. (Ci-après : PELLERIN, *Institut français des relations internationales*, 2019.)

des services sociaux de base, chassés de leurs terres et souvent dépossédés de leurs bêtes, le racisme systémique de l'État envers les Peuls a incité les autres communautés à les cibler régulièrement¹². Ils font en effet l'objet de nombreuses bavures, comme en témoigne le massacre de 160 villageois Peuls dans le village d'Ogossagou, dans la région de Mopti au centre du Mali, par des milices d'autodéfense Dogons en mars 2019 ou encore l'extermination de 24 Peuls par l'armée malienne en octobre 2020¹³. Cette situation ne peut que profiter aux djihadistes qui se proposent comme la seule force protectrice capable de combler les manquements de l'État à son devoir de protection. En s'engageant dans un but de se protéger et protéger leur principale richesse et source financière, c'est-à-dire leur bétail, les Peuls défendent en premier lieu un « djihad de la vache »¹⁴. Toutefois, au vu des nombreuses persécutions subies ces dernières années, ce besoin de protection va se transformer en un désir de vengeance. Les Peuls vont alors progressivement se radicaliser. Étant une des communautés la plus islamisée et la moins scolarisée du Sahel, la rhétorique djihadiste va en séduire une bonne part. C'est ainsi qu'un nombre toujours grandissant de Peuls vont rejoindre des groupes djihadistes peuls, comme la katiba Macina au Mali ou Ansaroul Islam au Burkina Faso. Cela explique pourquoi l'accent est mis sur le facteur ethnique à travers l'expression « mouvance djihadiste Peule ». Or, les Peuls ne constituent pas la seule communauté à avoir rejoint les rangs des groupes terroristes. Effectivement, bien qu'ils soient massivement visés par les compagnes djihadistes, l'emphase n'est pas uniquement mise sur eux — les groupes djihadistes tentent de pénétrer toutes les communautés, sans exception¹⁵. L'insertion des djihadistes dans les dynamiques locales va permettre à l'islamisme radical de se proposer comme alternative politique.

¹² P. O. THIAW, « Terrorisme au Sahel : le mirage du djihadisme peul », *Académie de recherche stratégique africaine (ACRESA)*, 5 octobre 2020. (Ci-après: THIAW, *ACRESA*, 2020.)

¹³ A. DOGRU, « Mali: Les Peuls massacrés par les « chasseurs qui se confient à Dieu » », *AA*, 28 mars 2019 ; S. MACÉ, « L'armée malienne accusée d'exécutions sommaires dans un village peul », *Libération*, 1er novembre 2020.

¹⁴ OFFELEN, *Revue Conflits*, 2020.

¹⁵ M. PELLERIN, *Institut français des relations internationales*, 2019.

III. L'instrumentalisation de l'islam et du sentiment anti-occidental à des fins politiques

La fragilité des États et la porosité des frontières au Sahel ont permis à de nombreux combattants djihadistes, venus de la Libye ou de la Syrie, de s'y installer et de propager les préceptes djihadistes. Cela a contribué à radicaliser les sociétés socialement marginalisées, politiquement stigmatisées et économiquement frustrées, plus réceptives à la propagande djihadiste que les autres¹⁶. L'implantation de ces groupes a donné lieu à une saisie des territoires au nom de l'islam ainsi qu'à un contrôle des populations par l'application de la charia dans sa version la plus radicale. En sus des nombreuses interdictions pour les communautés, les djihadistes pratiquent, entre autres, les exécutions par pendaison, lapidation ou égorgement, le fouet et l'amputation de la main pour les voleurs, le tout au nom de la religion¹⁷. En outre, les bandits ayant rejoint les rangs djihadistes, la plupart du temps par pur opportunisme que par conviction, utilisent l'argument de la religion pour justifier leurs actions (prises d'otages, trafics, contrebandes, extorsions, pillages, vols). Il y a ainsi une instrumentalisation de l'islam puisque le recours au djihad légitime toutes sortes d'actes barbares sous prétexte que ce serait une obligation ordonnée par le Coran. Or, l'extrémisme est contraire aux valeurs de l'islam — les djihadistes se servent des textes de l'islam en leur donnant une interprétation littérale, réductionniste et déformée. En ayant recours au djihad, ces groupes entendent purifier les sociétés sahéliennes de tous ceux qu'ils considèrent comme des mécréants, qu'ils s'agisse de musulmans ou non. Ils placent leur idéologie au cœur d'une lutte pour la défense des terres d'islam contre la domination par des puissances occidentales¹⁸.

¹⁶ M. PELLERIN, « Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel, *Institut français de relations internationales*, février 2017. (Ci-après : PELLERIN, *Institut français de relations internationales*, 2017.)

¹⁷ A. OUALLET, « Territorialisations de l'islam dans l'espace d'organisation Sahel-Sahra-Méditerranée », *L'information géographique*, 2019, vol. 83, no. 1, pp. 40-60. (Ci-après : OUALLET, *L'information géographique*, 2019, vol. 83, no. 1.)

¹⁸ PELLERIN, *Institut français de relations internationales*, 2017.

Les groupes armés terroristes perçoivent la présence occidentale, en particulier française, comme une force envahissante et coupable de tous les maux du Sahel¹⁹. Pour la discréditer aux yeux des populations nationales, les djihadistes utilisent les interventions internationales à des fins de propagande. Puisqu'il leur est impossible de gagner la guerre sur le plan militaire, ils s'appuient sur le plan spirituel — les djihadistes espèrent façonner ainsi les esprits des populations sahéliennes. À ce titre, ils ont recours à deux stratégies. Ils dénoncent en premier lieu la soi-disant complicité par inaction des forces internationales quand les armées nationales commettent des exécutions sommaires sur des civils, notamment Peuls²⁰. Ils poussent les opinions nationales à s'interroger sur l'utilité de ces troupes étrangères qui semblent ne pas protéger les populations sahéliennes, ce qui alimente quotidiennement leur amertume et leur frustration²¹. Les terroristes n'hésitent d'ailleurs pas à exploiter cet état de fait en se plaçant du côté des sociétés victimes — ils conduisent des attaques sur les armées nationales, plus vulnérables que les forces étrangères, afin de les affaiblir. Les groupes djihadistes assimilent en second lieu les forces internationales à des forces d'occupation et accusent les États sahéliens de consentir à l'héritage colonial. Ils attirent l'attention sur la reconversion forcée des populations africaines au christianisme lors de la colonisation. Ils souhaitent une restauration de l'islamité des sociétés sahéliennes mais craignent que ce retour soit compromis par la présence de troupes étrangères en terres d'islam, qui doivent ainsi s'en aller. L'accent est également mis sur l'acceptation du tracé des frontières par les États. Artificielles car dictées par le colonisateur, elles ont été acceptées comme naturelles au moment des indépendances par les États sahéliens. Ces derniers sont ainsi les complices de l'ancien colonisateur et ils ne servent que leurs propres intérêts. Par conséquent, les djihadistes se placent comme les seuls capables de servir les intérêts des populations

¹⁹ Interaxions — Direction générale de la sécurité extérieure, « L'islam africain face à la montée des radicalismes », *Défense.gouv.fr*, avril 2017.

²⁰ LORGERIE, *Ouest France*, 2019.

²¹ Les sentiments anti-français (force Barkhane) et anti-onusiens (la Minusma) des sociétés africaines se renforcent de plus en plus.

sahéliennes. Dans la vision djihadiste, le Sahel est une terre d’islam qui ne pourrait être divisée par des frontières. Cela explique pourquoi l’islamisme radical les nie, le projet étant l’unification sous la bannière de l’islam²². Le projet djihadiste transcende ainsi les nations. Il se positionne comme une force fédératrice, la seule capable d’arriver à bout d’un ordre social, économique et politique injuste et qui oppresse les musulmans. Le parallèle avec les croisades ne saurait être plus net.

²² OUALLET, *L’information géographique*, 2019, vol. 83, no. 1.

Conclusion

La capacité des groupes djihadistes à s'intégrer aux espaces et aux populations leur a permis d'utiliser les dynamiques locales à leur avantage. Ils ont progressivement façonné les opinions populaires à des fins de recrutement et exploité à chaque fois que cela le nécessitait le ressenti des populations victimes de stigmatisation, de marginalisation et, plus largement, d'exclusion. Les groupes djihadistes ont mené une stratégie visant à affaiblir des États déjà faibles pour gagner le soutien des certaines populations. Ces dernières se sont enrôlées en premier lieu pour des motivations économiques et sociales (les jeunes exclus socialement et du marché de l'emploi notamment), par nécessité de se protéger (les communautés vulnérables comme les Peuls) ou par opportunisme (en particulier les bandits). Le motif idéologique n'occupe ainsi qu'une place marginale dans l'embrigadement — la radicalisation religieuse s'opère uniquement après le recrutement. L'effort des groupes djihadistes de transformer les sociétés sahéliennes selon leur vision de l'islam leur a permis de déstabiliser la région toute entière. Les opérations antiterroristes, qui se sont révélées incapables d'empêcher la multiplication des cellules djihadistes, même avec l'aide de la France, nécessitent une meilleure coordination entre les différentes armées sahéliennes pour éviter que se crée un « Sahelistan » à l'instar de ce qu'il s'est passé en Afghanistan où les autorités américaines ont été contraintes de négocier avec les Talibans.

Le système djihadiste est amené à s'étendre davantage dans le sud du Sahel, en particulier dans les États littoraux (Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire), conformément aux vues exprimées par le JSIM et l'EIGS²³. La contagion djihadiste ne semble ainsi pas vouloir s'arrêter au Sahel.

²³ R. HERSHBERGER, « Salafi-Jihadi Ecosystem in the Sahel », *American Enterprise Institute*, avril 2020.